

---

**COMITÉ NATIONAL DE POLITIQUE  
ÉCONOMIQUE**

---

SECRETARIAT TECHNIQUE

---

N°04-14/CNPE/ST

# **CNPE-TOGO : RAPPORT DU 4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2014**

**UEMOA**

**AVRIL 2015**

# TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION</b> -----	<b>3</b>
<b>I. SECTEUR REEL</b> -----	<b>5</b>
I.1. Comptes nationaux-----	5
I.1.1. Année 2014-----	5
I.1.2. Année 2015-----	11
I.2. Prix et inflation-----	17
I.3. Pluviométrie-----	20
<b>II. FINANCES PUBLIQUES</b> -----	<b>21</b>
II.1. Recettes et dons-----	21
II.2. Dépenses et prêts nets-----	22
II.3. Soldes et financement-----	22
<b>III. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS</b> -----	<b>23</b>
III.1. Commerce spécial-----	23
III.1.1. Exportations-----	23
III.1.2. Importations-----	24
III.1.3. Balance commerciale-----	25
III.2. Estimations de la balance des paiements 2014-----	26
III.2.1. Solde des transactions courantes et de capital-----	26
III.2.2. Compte financier-----	27
<b>IV. SECTEUR MONETAIRE</b> -----	<b>28</b>
IV.1. Avoirs extérieurs nets-----	28
IV.2. Crédit intérieur-----	29
IV.2.1. Position nette du gouvernement-----	29
IV.2.2. Crédits à l'économie-----	29
IV.3. Masse monétaire-----	29
<b>V. DETTE PUBLIQUE</b> -----	<b>30</b>
V.1. Dette extérieure-----	30
V.2. Dette intérieure-----	31
<b>VI. ANALYSE DES CRITERES DU PACTE DE CONVERGENCE, DE STABILITE, DE CROISSANCE ET DE SOLIDARITE</b> -----	<b>32</b>
VI.1. Critères de premier rang-----	33
VI.1.1. Solde budgétaire dons compris rapporté au PIB-----	33
VI.1.2. Taux d'inflation moyen-----	33
VI.1.3. Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal-----	33
VI.2. Critères de deuxième rang-----	33
VI.2.1. Masse salariale sur recettes fiscales-----	33
VI.2.2. Taux de pression fiscale-----	33
<b>CONCLUSION</b> -----	<b>35</b>

# INTRODUCTION

L'environnement économique international a été marqué en 2014 par une accélération de la croissance dans les pays développés et un ralentissement dans les pays émergents et les pays en développement par rapport à 2013. En dépit de ce fléchissement, les pays émergents et les pays en développement représentaient encore trois quarts de la croissance mondiale en 2014.

La croissance de l'économie mondiale s'est établie à 3,4% en 2014 tout comme en 2013, dans un contexte de baisse des prix du pétrole, de séquelles de la crise financière et de variation des taux de change provoquées par des changements effectifs ou attendus des politiques monétaires. Ces facteurs continueront d'orienter les perspectives économiques en 2015 où la croissance mondiale serait de 3,5%.

Aux Etats-Unis, la reprise devrait rester robuste. La croissance estimée à 2,4% en 2014 passerait à 3,1% en 2015 contre 2,2% en 2013. Dans la zone euro, le repli des prix du pétrole, la baisse des taux d'intérêt et la dépréciation de l'euro, ainsi que l'adoption d'une politique budgétaire plus ou moins neutre, devraient stimuler l'activité en 2015. La croissance serait de 1,5% en 2015 contre 0,9% en 2014 et -0,5% en 2013. Au Japon, la croissance du PIB devrait passer de -0,1% en 2014 à 1,0% en 2015 contre 1,6% en 2013. La reprise progressive s'explique par l'affaiblissement du yen et la baisse des prix du pétrole et des produits de base.

Dans la perspective d'un ralentissement de la croissance en Chine, la conjoncture dans les pays émergents et les pays en développement devrait ralentir en 2015, le taux de croissance passant de 4,6% en 2014 à 4,3% en 2015 contre 5,0% en 2013.

La conjoncture en Afrique subsaharienne devrait suivre la même tendance, la croissance passant de 5,0% en 2014 à 4,5% en 2015, en liaison notamment avec la baisse des prix des produits de base contre 5,2% en 2013.

Dans la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la conjoncture connaîtrait une progression, le taux de croissance s'établissant à 7,2% en 2015 contre 6,6% en 2014 et 5,5% en 2013. La conjoncture dans l'UEMOA serait soutenue par les travaux de construction d'infrastructure engagés dans la plupart des pays membres et par les exportations de produits primaires. Cependant, des risques pèsent sur ces perspectives notamment la baisse de la demande en provenance de la zone euro.

Le taux d'inflation dans la zone UEMOA serait modéré en 2015 et se situerait en deçà de la norme régionale de 3,0% fixée dans le cadre du dispositif de la surveillance multilatérale. En 2014, il est de -0,1%.

**Au plan national**, l'année 2014 a été marquée par une hausse de la production agricole vivrière et du coton graine et par un recul de la production de clinker, du ciment et de phosphate. L'activité commerciale a enregistré une progression, de même que celle du transport, impulsée par le Port autonome de Lomé dont l'activité est en hausse.

D'autres indicateurs de l'économie en 2014 sont en hausse, notamment la consommation d'énergie électrique et la consommation de produits pétroliers. Les bâtiments et travaux publics (BTP) se sont également bien comportés. Par contre, l'industrie manufacturière et les industries extractives sont en baisse.

Les finances publiques enregistrent une hausse des recettes de l'Etat, un accroissement des dépenses courantes et des dépenses d'investissement par rapport à 2013. Au niveau des comptes monétaires, il est noté une progression des crédits à l'économie et de la masse monétaire.

Les nouvelles estimations du PIB fixent le taux de croissance réel à 5,9% en 2014 contre 5,4% en 2013. Cette croissance est tirée principalement par les secteurs primaire et tertiaire du côté de l'offre, et par la consommation finale des ménages, la FBCF publique et les exportations de biens et services du côté de la demande. La moyenne de l'IHPC sur les douze mois de l'année 2014 se chiffre à 114,0 contre 113,8 sur la même période de l'année précédente, soit un taux d'inflation de 0,2%. Il est noté une aggravation du déficit commercial qui s'explique par une régression des exportations plus forte que celle des importations en valeur par rapport à 2013.

Le présent rapport fait une analyse de la situation économique et financière à travers l'évolution des comptes macroéconomiques au titre de l'année 2014.

# I. SECTEUR REEL

## I.1. Comptes nationaux

### I.1.1. Année 2014

#### I.1.1.1. Evolution de l'offre globale

L'activité économique a été marquée en 2014 par la poursuite de l'exécution des projets d'appui au secteur agricole à travers le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) et la mise en œuvre de la politique des grands travaux de renforcement des infrastructures économiques. Les nouvelles estimations du PIB<sup>1</sup> fixent le taux de croissance réel à 5,9% en 2014 contre 5,4% en 2013. Cette croissance est tirée essentiellement par les secteurs primaire et tertiaire. La contre-performance du secteur secondaire s'explique par les difficultés que connaissent les industries extractives.

La situation des différentes composantes du PIB se présente comme suit :

TABLEAU 1.1 : Valeur ajoutée des secteurs			
PIB A PRIX CONSTANTS (en milliards de FCFA)	2013	2014	Variation en %
Secteur primaire	372,7	423,2	13,5
Secteur secondaire	273,8	277,5	1,3
Secteur tertiaire	427,0	431,1	1,0
Prod. Imp services bancaires	-47,2	-56,6	20,0
VAB Branches non marchandes	131,5	133,9	1,9
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	93,0	122,5	31,7
Droits et taxes à l'importation hors TVA	83,0	80,4	-3,1
Produit Intérieur Brut (PIB)	1 333,9	1 412,0	5,9
Variation (%)	5,4	5,9	

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La valeur ajoutée (VA) du **secteur primaire** est en hausse de 13,5% contre une stabilité en 2013. Sa contribution à la croissance est de 3,8% contre une contribution nulle en 2013. Cette bonne performance est liée à l'augmentation de la production agricole dont la VA s'accroît de 21,0%.

<sup>1</sup> Comité PIB - avril 2015

La situation des différentes branches se présente comme suit :

<b>TABLEAU 1.2 : Valeur ajoutée des branches du secteur primaire</b>			
<b>(en milliards de FCFA)</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>variation en (%)</b>
Secteur primaire	372,7	423,2	13,5
Agriculture	235,2	284,5	21,0
Cultures vivrières	186,0	224,7	20,8
Cultures de rente	49,2	59,8	21,5
Elevage	99,8	100,7	0,9
Forêt, pêche	37,7	38,0	0,7

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

La production vivrière progresse de 20,8% par rapport à 2013 et s'établit à 5.356,8 milliers de tonnes. Toutes les cultures sont en hausse en 2014 à l'exception du mil et sorgho et de l'arachide qui sont en recul respectivement de 5,0% et 5,9%. Les performances réalisées dans la production vivrière résultent de l'effet combiné des bonnes conditions agro-climatiques et des mesures prises par le Gouvernement afin de garantir la réussite de la campagne agricole notamment l'exécution de plusieurs projets d'appui au développement du secteur primaire à travers le PNIASA.

La production des cultures d'exportation, notamment celle de coton, s'est également orientée à la hausse en passant de 156,3 milliers de tonnes en 2013 à 189,9 milliers de tonnes en 2014. Leur valeur ajoutée est en progression de 21,5% contre une croissance nulle en 2013. Cette performance des cultures de rente est portée principalement par la production du coton en hausse de 28,5% et celle du café en hausse de 92,5%.

La situation des différentes productions se présente comme suit :

<b>TABLEAU 1.3 : Production agricole</b>			
<b>PRODUCTION VIVRIERE (en milliers de tonnes)</b>			
	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>Variation en (%)</b>
MANIOC	902,9	1 153,0	27,7
IGNAME	661,2	786,2	18,9
MAIS	692,6	833,2	20,3
MIL ET SORGHO	349,8	332,3	-5,0
HARICOTS	116,6	167,6	43,7
ARACHIDE	43,2	40,7	-5,9
RIZ PADDY	107,2	147,9	37,9
AUTRES	1 559,1	1 895,8	21,6
<b>TOTAL</b>	<b>4 432,6</b>	<b>5 356,8</b>	<b>20,8</b>
<b>PRODUCTION DE RENTE (en milliers de tonnes)</b>			
	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>Variation en (%)</b>
CAFE	8,1	15,5	92,5
CACAO	8,0	8,4	4,8
COTON	77,9	100,5	28,5
PALMISTE	48,9	51,9	6,0
AUTRES	13,4	14,1	5,0
<b>TOTAL</b>	<b>156,3</b>	<b>189,9</b>	<b>21,5</b>

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

La VA du **secteur secondaire** enregistre une hausse de 1,3% en 2014. Sa contribution à la croissance est de +0,3%, en liaison avec une contribution à la croissance de +0,9% des "**BTP**" et de 0,1% de "**Electricité, Eau et Gaz**" atténuée par la contre-performance des industries extractives et manufacturières dont les contributions sont estimées respectivement à -0,1% et -0,6%.

Au niveau des industries extractives, il est noté un recul de 2,6% de la valeur ajoutée contre une hausse de 6,6% en 2013. La VA du clinker est en baisse de 9,5% après une régression de 19,0% en 2013, tout comme celle du phosphate en recul de 10,0% contre une hausse de 13,5% en 2013.

La production des industries extractives se présente comme suit :

<b>TABLEAU 1.4 : Production des industries extractives</b>			
<b>(en millions de tonnes)</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>Variation en (%)</b>
PHOSPHATE	1,21	1,11	-8,6
CLINKER	0,91	0,84	-8,1
CIMENT	1,79	1,67	-6,7

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

La VA des industries manufacturières est en baisse de 6,5%. La VA du chapitre "**Electricité, Eau et Gaz**" progresse de 2,5% contre 3,8% en 2013. La VA des "**BTP**" a connu une progression de 16,5% soutenue par la poursuite des travaux de renforcement et de réhabilitation des infrastructures de base.

La situation de la VA des différentes branches du secteur secondaire se présente comme suit :

<b>TABLEAU 1.5 : Valeur ajoutée des branches du secteur secondaire</b>			
<b>(en milliards de FCFA)</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>Variation en (%)</b>
Secteur secondaire	273,8	277,5	1,3
Industries extractives	42,5	41,4	-2,6
Industries manufacturières	125,4	117,2	-6,5
Electricité, Eau et Gaz	32,7	33,5	2,5
BTP	73,3	85,4	16,5

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

La VA du secteur tertiaire marchand est en hausse de 1,0%. Les différentes composantes ont évolué comme suit : "**Commerce**" (+0,6%), "**Transports, Entrepôts et Communications**" (+1,2%), "**Banques, Assurances**" (+6,9%) et "**Autres services marchands**" (+0,0%). Sa contribution à la croissance du PIB est de +0,3% en 2014.

La VA des branches non marchandes est en hausse de 1,9% contre 9,9% en 2013.

La situation de la VA des différentes branches se présente comme suit :

<b>TABLEAU 1.6 : Valeur ajoutée des branches du secteur tertiaire</b>			
<b>(en milliards de FCFA)</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>Variation en (%)</b>
Secteur tertiaire	427,0	431,1	1,0
Commerce	154,3	155,3	0,6
Transport, Entrepôts et Communications	89,4	90,5	1,2
Banques, Assurances	29,7	31,7	6,9
Autres services marchands	153,6	153,7	0,0
Prod. Imp. services bancaires	-47,2	-56,6	20,0
<b>VA BRANCHES NON MARCHANDES</b>	<b>131,5</b>	<b>133,9</b>	<b>1,9</b>
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	93,0	122,5	31,7
Droits et taxes à l'importation hors TVA	83,0	80,4	-3,1

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

Le PIB nominal est de 2.262,3 milliards de FCFA en 2014, en augmentation de 9,6% par rapport à 2013. L'indice du déflateur du PIB est en progression de 3,5% par rapport à 2013. Le PIB nominal par habitant passe de 306.642,7 FCFA en 2013 à 326 689,6 FCFA en 2014.

La contribution des différentes composantes du PIB réel à la croissance en 2014 se présente comme suit :

<b>TABLEAU 1.7 : CONTRIBUTION A LA CROISSANCE (en %)</b>		
	<b>2013</b>	<b>2014</b>
Secteur primaire	0,0	3,8
Secteur secondaire	1,1	0,3
Secteur tertiaire	3,2	0,3
Prod. Imp. services bancaires	-0,9	-0,7
<b>VAB BRANCHES NON MARCHANDES</b>	<b>0,9</b>	<b>0,2</b>
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-0,7	2,2
Droits et taxes à l'importation hors TVA	1,8	-0,2
Produit Intérieur Brut (PIB)	5,4	5,9
Cohérence	0,0	0,0

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

### I.1.1.2. Evolution de la demande globale

En 2014, la demande est essentiellement portée par la consommation finale privée et l'investissement public. La consommation finale globale à prix courant en 2014 se chiffre à 2.157,4 milliards de FCFA contre 1.965,2 milliards de FCFA en 2013, soit une progression de 9,8%. Elle a représenté 95,4% du PIB contre 95,2% en 2013 impulsée par la consommation privée qui représente 81,4% du PIB. La part de la consommation publique dans le PIB est de 13,9% contre 15,1% en 2013.

La Formation brute de capital fixe (FBCF) totale a enregistré une hausse de 6,8% par rapport à son niveau de 2013 et se chiffre à 526,6 milliards de FCFA. Cette hausse est impulsée par la FBCF publique qui est en progression de 16,8%. La part relative de la FBCF privée est passée de 15,3% en 2013 à 14,1% en 2014, recul qui s'explique par l'achèvement des travaux de construction notamment au PAL et dans une usine de clinker financés par le secteur privé. Le taux d'investissement se situe à 22,7% en 2014 contre 24,0% en 2013, en liaison avec le maintien des efforts du Gouvernement et du secteur privé dans le financement des infrastructures.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations de biens et services ont enregistré une hausse de 3,0% en passant de 1.062,7 milliards de FCFA en 2013 à 1.095,0 milliards de FCFA en 2014. Les importations progressent de 3,1% par rapport à 2013 et s'établissent à 1.503,0 milliards de FCFA.

En somme, la demande intérieure a représenté 118,0% du PIB en 2014 contre 119,2% en 2013. Les échanges extérieurs sont marqués par une régression de la propension moyenne à exporter les biens et services et de la propension moyenne à importer qui passent respectivement de 51,5% et 70,6% en 2013 à 48,4% et 66,4% en 2014.

<b>TABLEAU 1.8 : EQUILIBRE RESSOURCES – EMPLOIS A PRIX COURANT</b>		
<b>(% PIB)</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>
Consommation finale	95,2	95,4
Privée	80,0	81,4
Publique	15,1	13,9
Formation brute de capital fixe	23,9	23,3
Privé	15,3	14,1
Publique	8,6	9,2
Variation des stocks	0,1	-0,6
Exportations de biens et services	51,5	48,4
Importations de biens et services	70,6	66,4
Demande intérieure	119,2	118,0
Investissements	24,0	22,7

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La croissance de 5,9% du PIB réel en 2014 est tirée par la consommation finale des ménages, la FBCF publique et les exportations de biens et services et se présente comme suit :

<b>TABLEAU 1.9 : Contributions des emplois du PIB à la croissance</b>		
<b>en %</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>
PIB aux prix du marché	5,4	5,9
Exportations nettes de biens et services	-19,7	-1,5
Consommation finale	23,4	4,4
Privée	19,3	5,1
Publique	4,1	-0,7
Formation brute de capital fixe	1,1	2,5
Privé	0,9	0,1
Publique	0,2	2,5
Variation des stocks	0,7	0,4
Cohérence	5,4	5,9

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

## **I.1.2. Année 2015**

### **I.1.2.1. Evolution de l'offre globale**

En 2015, l'activité économique évoluerait dans un environnement national marqué par la poursuite de l'exécution des projets du PNIASA et la poursuite des efforts de reconstruction, notamment des infrastructures routières entrepris par le Gouvernement. Par hypothèse, le secteur primaire bénéficierait de conditions pluviométriques favorables et de la mise à disposition à temps des intrants agricoles. Par conséquent, la progression de la production des cultures vivrières tout comme celle des cultures de rente se poursuivrait. La production de phosphate augmenterait en liaison avec les efforts de rénovation des équipements de production entrepris par la SNPT.

Ailleurs dans le secteur secondaire, les Bâtiments et travaux publics (BTP), les industries extractives et les industries manufacturières seraient les principaux moteurs de croissance en 2015. La performance attendue des industries extractives hors phosphates est essentiellement portée par la production du clinker qui bénéficierait de la mise en service totale de la société SCANTOGO MINES.

Le secteur tertiaire resterait bien orienté grâce au dynamisme impulsé aux activités du PAL par la mise en exploitation du troisième quai construit par le Groupe Bolloré et inauguré le 14 octobre 2014, et de la darse en construction par Lomé Container Terminal qui est déjà effective sur 700 mètres linéaires sur les 1050 prévus

avec 6 portiques déjà installées, un atout considérable pour les activités de transbordement. Parallèlement, les activités au niveau de l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma sont attendues à la hausse en 2015 avec la mise en exploitation de la nouvelle aérogare dont la construction est terminée.

Eu égard à ces hypothèses, le taux de croissance du PIB réel passerait de 5,9% en 2014 à 5,8% en 2015. Les secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient à la base de cette croissance.

La situation des différentes composantes du PIB se présenterait comme suit :

<b>TABLEAU 2.1 : Valeur ajoutée des secteurs</b>			
<b>PIB A PRIX CONSTANTS (en milliards de FCFA)</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>Variation en %</b>
Secteur primaire	423,2	442,5	4,6
Secteur secondaire	277,5	306,0	10,3
Secteur tertiaire	431,1	450,5	4,5
Prod. Imp services bancaires	-56,6	-68,0	20,1
VA Branches non marchandes	133,9	136,8	2,1
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	122,5	127,1	3,8
Droits et taxes à l'importation hors TVA	80,4	98,5	22,6
Produit Intérieur Brut (PIB)	1 412,0	1 493,4	5,8
Variation (%)	5,9	5,8	

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

Le taux de croissance du secteur primaire serait de 4,6% en 2015 contre 13,5% en 2014. La VA des cultures vivrières progresserait de 3,9% contre 20,8% en 2014 et celle des cultures de rente serait en hausse de 15,9% contre 21,5% en 2014 impulsée par le coton (+20,0%), le café (+22,6%) et le cacao (+33,3%).

La situation des différentes branches se présenterait comme suit :

<b>TABLEAU 2.2 : Valeur ajoutée des branches du secteur primaire</b>			
<b>(en milliards de FCFA)</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>Variation en (%)</b>
Secteur primaire	423,2	442,5	4,6
Agriculture	284,5	302,7	6,4
Cultures vivrières	224,7	233,5	3,9
Cultures de rente	59,8	69,2	15,9
Elevage	100,7	101,6	0,9
Forêt, pêche	38,0	38,2	0,7

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

Au niveau de la branche "**Agriculture**", la production des cultures vivrières augmenterait de 3,9% et la production des cultures de rente serait en hausse de 15,9% avec une progression attendue du coton de 20,0%. Cette hausse de la production vivrière continuerait à maintenir les prix à un niveau relativement bas, ceteris paribus.

La production des différentes cultures se présenterait comme suit :

<b>TABLEAU 2.3 : Production agricole</b>			
<b>PRODUCTION VIVRIERE (en milliers de tonnes)</b>			
	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>Variation en (%)</b>
MANIOC	1 153,0	1 199,1	4,0
IGNAME	786,2	817,6	4,0
MAIS	833,2	866,5	4,0
MIL ET SORGHO	332,3	345,6	4,0
HARICOTS	167,6	170,9	2,0
ARACHIDE	40,7	41,5	2,0
RIZ PADDY	147,9	153,8	4,0
AUTRES	1 895,8	1 969,4	3,9
<b>TOTAL</b>	<b>5 356,8</b>	<b>5 564,4</b>	<b>3,9</b>
<b>PRODUCTION DE RENTE (en milliers de tonnes)</b>			
	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>Variation en (%)</b>
CAFE	15,5	19,0	22,6
CACAO	8,4	11,2	33,3
COTON	100,5	120,0	20,0
PALMISTE	51,9	55,0	6,0
AUTRES	14,1	14,8	5,0
<b>TOTAL</b>	<b>189,9</b>	<b>220,0</b>	<b>15,9</b>

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

La VA du secteur secondaire progresserait de 10,3% en 2015 contre une hausse de 1,3% en 2014.

La VA des industries extractives serait en accroissement de 21,2% contre une diminution de 2,6% en 2014, en relation avec une progression attendue de 73,5% du clinker.

La situation des productions des industries extractives se présenterait comme suit :

<b>TABLEAU 2.4 : Production des industries extractives</b>			
(en millions de tonnes)	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>Variation en (%)</b>
<b>PHOSPHATE</b>	<b>1,11</b>	<b>1,15</b>	<b>3,5</b>
<b>CLINKER</b>	<b>0,84</b>	<b>1,44</b>	<b>71,7</b>
<b>CIMENT</b>	<b>1,67</b>	<b>1,84</b>	<b>10,0</b>

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

Les industries manufacturières verraient leur VA progresser de 4,8% contre une baisse de 9,5% en 2014. Les VA des chapitres "**Electricité, eau et gaz**" et "**BTP**" connaîtraient un accroissement respectivement de 4,2% et 14,9%.

La situation des différentes branches se présenterait comme suit :

<b>TABLEAU 2.5 : Valeur ajoutée des branches du secteur secondaire</b>			
(en milliards de FCFA)	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>Variation en %</b>
Secteur secondaire	277,5	306,0	10,3
Industries extractives	41,4	50,2	21,2
Industries manufacturières	117,2	122,9	4,8
Electricité, Eau et Gaz	33,5	34,9	4,2
BTP	85,4	98,0	14,9

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

Le secteur tertiaire marchand augmenterait de 4,5% contre une progression de 1,0% en 2014. Cette évolution s'expliquerait par la croissance de l'activité au niveau du "**Commerce**" (+1,5%), du "**Transport, entrepôts et communications**" (+11,0%), des "**Banques, Assurances**" (+5,6%) et des "**autres services**" (+3,4%).

La VA des branches non marchandes augmenterait de 2,1%. Les "**Services publics**", les "**Services domestiques**" et les "**Loyers imputés**" progresseraient respectivement de 1,8%, 5,1% et 3,0%.

La situation des différentes branches se présenterait comme suit :

<b>TABLEAU 2.6 : Valeur ajoutée des branches du secteur tertiaire</b>			
<b>(en milliards de FCFA)</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>Variation en (%)</b>
Secteur tertiaire	431,1	450,5	4,5
Commerce	155,3	157,6	1,5
Transport, Entrepôts et Communications	90,5	100,4	11,0
Banques, Assurances	31,7	33,5	5,6
Autres services marchands	153,7	159,0	3,4
Prod. Imp. services bancaires	-56,6	-68,0	20,1
VAB BRANCHES NON MARCHANDES	133,9	136,8	1,8
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	122,5	127,1	3,8
Droits et taxes à l'importation hors TVA	80,4	98,5	22,6

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

La contribution des différentes composantes du PIB réel à la croissance en 2015 se présenterait comme suit :

<b>TABLEAU 2.7 : CONTRIBUTION A LA CROISSANCE (en %)</b>			
	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
Secteur primaire	0,0	3,8	1,4
Secteur secondaire	1,1	0,3	2,0
Secteur tertiaire	3,2	0,3	1,4
Prod. Imp. services bancaires	-0,9	-0,7	-0,8
VAB BRANCHES NON MARCHANDES	0,9	0,2	0,2
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-0,7	2,2	0,3
Droits et taxes à l'importation hors TVA	1,8	-0,2	1,3
Produit Intérieur Brut (PIB)	5,4	5,9	5,8
Cohérence	0,0	0,0	0,0

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

Le PIB nominal en 2015 se situerait à 2.429,2 milliards de FCFA, en hausse de 7,4%. L'indice du déflateur du PIB progresserait de 1,5%.

Le PIB nominal par habitant passerait de 326.689,6 FCFA en 2014 à 341.104,6 FCFA en 2015.

### I.1.2.2. Evolution de la demande globale

En 2015, la consommation finale globale nominale se chiffrerait à 2.242,6 milliards de FCFA contre 2.157,4 milliards de FCFA en 2014, soit une progression de 3,9%. Elle représenterait 92,3% du PIB nominal contre 95,4% en 2014, impulsée par la consommation privée qui représenterait 78,1% du PIB. La part de la consommation publique dans le PIB nominal serait de 14,2% contre 13,9% en 2014.

La FBCF totale enregistrerait une augmentation de 10,0% par rapport à 2014 et se chiffrerait à 579,3 milliards de FCFA. Le niveau de la FBCF publique serait en baisse de 12,2% en passant de 207,3 milliards de FCFA en 2014 à 182,0 milliards de FCFA en 2015. Le taux d'investissement se situerait à 23,7% en 2015 contre 22,7% en 2014 en liaison avec l'accroissement des investissements privés avec une part relative qui passerait de 14,1% en 2014 à 16,4% en 2015.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations de biens et services passeraient de 1.095,0 milliards de FCFA en 2014 à 1.084,7 milliards de FCFA en 2015, en recul de 0,9%. Les importations enregistreraient une baisse de 2,0% et s'établiraient à 1.473,7 milliards de FCFA.

En somme, la demande intérieure nominale représenterait 116,0% du PIB en 2015 contre 118,0% en 2014. Les échanges extérieurs seraient marqués par une régression de la propension moyenne à exporter les biens et services et de la propension moyenne à importer qui passeraient respectivement de 48,4% et 66,4% en 2014 à 44,7% et 60,7% en 2015.

<b>TABLEAU 2.8 : EQUILIBRE RESSOURCES – EMPLOIS A PRIX COURANT</b>			
<b>(% PIB)</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
Consommation finale	95,2	95,4	92,3
Privée	80,0	81,4	78,1
Publique	15,1	13,9	14,2
Formation brute de capital fixe	23,9	23,3	23,8
Privé	15,3	14,1	16,4
Publique	8,6	9,2	7,5
Variation des stocks	0,1	-0,6	-0,2
Exportations de biens et services	51,5	48,4	44,7
Importations de biens et services	70,6	66,4	60,7
Demande intérieure	119,2	118,0	116,0
Investissements	24,0	22,7	23,7

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La croissance de 5,8% en 2015 serait tirée par la consommation finale et par la FBCF privée et se présenterait comme suit :

<b>TABLEAU 2.9 : Contributions des emplois du PIB à la croissance</b>			
en %	2013	2014	2015
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>5,4</b>	<b>5,9</b>	<b>5,8</b>
<b>Exportations nettes de biens et services</b>	<b>-19,7</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,5</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>23,4</b>	<b>4,4</b>	<b>1,0</b>
Privée	19,3	5,1	0,6
Publique	4,1	-0,7	0,5
<b>Formation brute de capital fixe</b>	<b>1,1</b>	<b>2,5</b>	<b>1,5</b>
Privé	0,9	0,1	4,3
Publique	0,2	2,5	-2,8
<b>Variation des stocks</b>	<b>0,7</b>	<b>0,4</b>	<b>3,7</b>
Cohérence	5,4	5,9	5,8

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

## **I.2. Prix et inflation**

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) base 100 en 2008 s'établit au quatrième trimestre 2014 à 113,9 contre 113,7 au trimestre précédent, soit une hausse de 0,1%. L'IHPC s'établit en décembre 2014 à 114,6, en progression de 1,9% par rapport au mois correspondant de l'année 2013.

La moyenne des indices du quatrième trimestre 2014 est en hausse de 1,2% par rapport au quatrième trimestre 2013. Cette progression est essentiellement imputable à l'augmentation des prix au niveau des fonctions "**Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles**", "**Transports**" et "**Restaurants et hôtels**" respectivement de 3,3%, 4,2% et 2,3%. La baisse des prix des produits pétroliers décidée par le Gouvernement en décembre 2014 n'a pas encore eu d'effet sur les prix dans les transports qui ont progressé de 4,2%.

Les douze fonctions de l'indice ont évolué comme suit :

- **Produits alimentaires et boissons non alcoolisées** : -1,2%
- **Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants** : +0,3%
- **Articles d'habillement et chaussures** : +0,6%
- **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** : +3,3%
- **Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer** : +0,7%

• Santé	:	+0,2%
• Transports	:	+4,2%
• Communications	:	-0,4%
• Loisirs et culture	:	-0,6%
• Enseignement	:	+2,6%
• Restaurants et hôtels	:	+2,3%
• Biens et services divers	:	+1,2%

Les groupes "**Produits alimentaires**" et "**Boissons non alcoolisées**" avec une pondération respectivement de 27,79% et 0,88% ont varié de -1,4% et +3,5%. Au niveau du groupe "**Produits alimentaires**", les sous-groupes "**Pain et céréales**", "**Poissons et fruits de mer**", "**Légumes**" et "**Tubercules et plantains**" ont diminué respectivement de 2,1%, 4,6%, 1,8% et 5,8% tandis que les sous-groupes "**Viande**", "**Huiles et graisses**" et "**Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a**" ont progressé respectivement de 0,2%, 0,1% et 8,7%.

La moyenne de l'IHPC sur les douze mois de l'année 2014 se chiffre à 114,0 contre 113,8 aux douze mois de 2013, soit une hausse de 0,2%. Cette augmentation est essentiellement due à la progression des prix observée au niveau des fonctions "**Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles**", "**Transports**" et "**Restaurants et hôtels**" respectivement de 2,8%, 4,3% et 2,6%. La prévision du taux d'inflation de 0,2% pour l'année 2014 au quatrième trimestre, sur la base des informations des neuf premiers mois de 2014, s'est donc réalisée.

Les douze fonctions ont évolué comme suit :

• <b>Produits alimentaires et boissons non alcoolisées</b>	:	-4,3%
• <b>Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants</b>	:	+0,4%
• <b>Articles d'habillement et chaussures</b>	:	+0,5%
• <b>Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles</b>	:	+2,8%
• <b>Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer</b>	:	+1,6%
• <b>Santé</b>	:	-0,2%
• <b>Transports</b>	:	+4,3%
• <b>Communications</b>	:	-0,8%
• <b>Loisirs et culture</b>	:	-0,9%
• <b>Enseignement</b>	:	+2,6%
• <b>Restaurants et hôtels</b>	:	+2,6%
• <b>Biens et services divers</b>	:	+1,1%.

Le groupe "**Produits alimentaires**" a régressé de 4,5% tandis que le groupe "**Boissons non alcoolisées**" a augmenté de 1,9%. Au niveau du groupe "**Produits alimentaires**", tous les sous-groupes ont baissé sauf le sous-groupe "**Viande**" qui a augmenté de 1,0%.

Les douze fonctions ont contribué à l'inflation de 0,2% de l'année 2014 comme suit :

• <b>Produits alimentaires et boissons non alcoolisées</b>	:	-1,2%
• <b>Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants</b>	:	+0,003%
• <b>Articles d'habillement et chaussures</b>	:	+0,04%
• <b>Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles</b>	:	+0,3%
• <b>Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer</b>	:	+0,1%
• <b>Santé</b>	:	-0,01%
• <b>Transports</b>	:	+0,5%
• <b>Communications</b>	:	-0,05%
• <b>Loisirs et culture</b>	:	-0,02%
• <b>Enseignement</b>	:	+0,1%
• <b>Restaurants et hôtels</b>	:	+0,4%
• <b>Biens et services divers</b>	:	+0,1%
<b>INDICE GLOBAL</b>	:	<b>0,2%</b>

En termes d'origine, les prix des produits importés et ceux des produits locaux, avec une pondération respectivement de 30,72% et 69,28% du panier, ont augmenté chacun de 0,1% en variation trimestrielle. En glissement annuel, les prix des produits importés et ceux des produits locaux ont augmenté respectivement de 1,7% et 0,8%.

Sur l'année 2014, les prix des produits importés ont augmenté de 1,5% tandis que ceux des produits locaux ont diminué de 0,4% par rapport à 2013. La baisse des prix des produits locaux serait en liaison avec la campagne agricole 2013-2014 largement excédentaire entraînant une diminution des prix des produits alimentaires de 4,5% sur l'année 2014.

### I.3. Pluviométrie

Au cours du quatrième trimestre 2014, la pluviométrie moyenne relevée par la Direction de la météorologie nationale est de 150,1 mm en 15 jours contre 128,4 mm en 15 jours au quatrième trimestre 2013, soit une hausse de 16,9% pour la quantité. Comparées au quatrième trimestre 2013, les pluies ont été plus abondantes sur l'ensemble des stations à l'exception de Tabligbo, Atakpamé et Sotouboua.

La situation par station se présente comme suit :

- Lomé : 76,9 mm, soit une variation de +116,0% ;
- Tabligbo : 129,8 mm, soit une variation de -34,8% ;
- Atakpamé : 73,2 mm, soit une variation de -54,5% ;
- Kouma-Konda : 318,4 mm, soit une variation de +49,3% ;
- Sotouboua : 101,2 mm, soit une variation de -20,6% ;
- Sokodé : 216,7 mm, soit une variation de +78,9% ;
- Kara : 210,1 mm, soit une variation de +91,5% ;
- Niamtougou : 236,1 mm, soit une variation de +11,2% ;
- Mango : 63,5 mm, soit une variation de +12,6% ;
- Dapaong : 74,8 mm, soit une variation de +56,5%.

Sur les douze mois de l'année 2014, la pluviométrie moyenne relevée sur les dix stations est de 1.155,5 mm en 100 jours contre 1.124,9 mm en 98 jours au cours de l'année 2013, enregistrant une hausse de 2,7% pour la quantité. Sous l'hypothèse d'une bonne répartition spatio-temporelle, cette bonne pluviométrie contribuerait à une bonne campagne agricole au titre de 2014-2015.

La situation par station se présente comme suit :

- Lomé : 879,0 mm, soit une variation de +25,6% ;
- Tabligbo : 1.085,1 mm, soit une variation de +24,2% ;
- Atakpamé : 1.244,2 mm, soit une variation de +1,2% ;
- Kouma-Konda : 1.506,1 mm, soit une variation de +5,4% ;
- Sotouboua : 1.212,1 mm, soit une variation de +4,5% ;
- Sokodé : 1.254,5 mm, soit une variation de +8,1% ;
- Kara : 1.067,8 mm, soit une variation de -11,2% ;
- Niamtougou : 1.265,5 mm, soit une variation de +7,6% ;

- Mango : 914,9 mm, soit une variation de -2,0% ;
- Dapaong : 1.126,2 mm, soit une variation de -18,6%.

## II. FINANCES PUBLIQUES

Les opérations financières de l'Etat au titre de l'année 2014 comparées à celles de 2013 présentent les évolutions suivantes :

- une progression de 5,6% des recettes totales et dons ;
- un accroissement de 2,0% des dépenses totales et prêts nets ;
- une progression de 17,0% des dépenses d'investissement ;
- un solde global base caisse de -100,2 milliards de FCFA contre -106,7 milliards de FCFA un an plus tôt.

### II.1. Recettes et dons

Au titre de l'année 2014, les recettes de l'Etat (dons inclus) ont atteint 551,2 milliards de FCFA et sont en hausse de 5,6% par rapport à 2013.

Les recettes totales hors dons se chiffrent à 505,4 milliards de FCFA, en accroissement de 12,2% par rapport à 2013.

Les recettes fiscales s'élèvent à 458,2 milliards de FCFA, en hausse de 13,6%. Cette augmentation est principalement portée par les "**Impôts sur les revenus et bénéfiques**" (22,6%) et les "**taxes sur les biens et services**" (30,1%) qui se chiffrent respectivement à 109,6 milliards de FCFA et 222,2 milliards de FCFA. Par contre, les "**impôts sur le commerce extérieur**" sont en régression de 12,9%. La Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), une composante des "**taxes sur les biens et services**", augmente de 35,7% et s'établit à 196,3 milliards de FCFA.

Les recouvrements fiscaux du Commissariat des impôts (CI) ont atteint 212,0 milliards de FCFA, en hausse de 23,9% par rapport à fin décembre 2013 et représentent 111,6% des prévisions annuelles.

Cette performance au niveau des impôts indirects s'explique entre autres par :

- le renforcement des services de recouvrement ;
- la bonne coordination entre les services d'assiettes et ceux des recouvrements ;
- le renforcement du contrôle fiscal ;
- la collecte des recettes par les banques
- la vulgarisation des lois de finances ;
- les efforts accrus de sensibilisation.

Les contributions indirectes recouvrées par le Commissariat des douanes et droits indirects (CDDI) est en progression de 5,9% par rapport à fin décembre 2013 et se chiffrent à 246,2 milliards de FCFA. Elles représentent 108,6% des prévisions annuelles.

Cette performance s'explique entre autres par :

- la mise en place effective des organes de l'Office togolais des recettes et les compensations effectuées entre l'Etat togolais et la société Togotélécom ;
- le renforcement des services de recouvrement ;
- le renforcement de la lutte contre la fraude et la contrebande ;
- la collecte des recettes par les banques ;
- la vulgarisation des lois de finances ;
- les efforts accrus de sensibilisation.

Au titre de l'année 2014, les recettes non fiscales s'élèvent à 43,4 milliards de FCFA contre 46,1 milliards de FCFA douze mois plus tôt.

A fin décembre 2014, les dons mobilisés s'élèvent à 45,8 milliards de FCFA contre 73,5 milliards de FCFA à fin décembre 2013.

## **II.2. Dépenses et prêts nets**

Les dépenses totales et prêts nets enregistrées à la fin de l'année 2014 s'élèvent à 626,4 milliards de FCFA, en progression de 2,0% par rapport à fin de l'année 2013.

Les dépenses courantes s'établissent à 418,8 milliards de FCFA, en baisse de 4,1% par rapport à fin décembre 2013. Cette évolution s'explique par la régression de 18,5% des "**transferts et subventions**" qui s'établissent à 79,8 milliards de FCFA. Les intérêts dus au titre de la dette publique se chiffrent à 28,3 milliards de FCFA contre 22,5 milliards de FCFA à fin décembre 2013.

Les dépenses d'investissement à fin décembre 2014 s'établissent à 207,3 milliards de FCFA, en augmentation de 17,0% par rapport à la même période de l'année précédente. Cet accroissement résulte de l'effet combiné de la progression des dépenses en capital sur financement interne de 68,9% et de la baisse de 10,7% des dépenses en capital financées sur ressources externes.

## **II.3. Soldes et financement**

Le "**solde global hors dons base ordonnancements**" et le "**solde global base caisse**" (dons inclus) sont respectivement de -121,0 milliards de FCFA et -100,3 milliards de FCFA en 2014 contre respectivement -164,0 milliards de FCFA et -106,7 milliards de FCFA à fin décembre 2013.

Le financement intérieur et le financement extérieur sont évalués respectivement à 59,0 milliards de FCFA et 95,2 milliards de FCFA contre respectivement 103,4 milliards de FCFA et 107,2 milliards de FCFA un an plus tôt.

### **III. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS**

#### **III.1. Commerce spécial**

En 2014, les échanges commerciaux comparés à l'année 2013, sont caractérisés par une régression des exportations et des importations en valeur et une détérioration du déficit commercial.

##### **III.1.1. Exportations**

Au titre de l'année 2014, les exportations s'élèvent à 288,3 milliards de FCFA pour une quantité de 1.138.505,3 tonnes contre 516,2 milliards de FCFA pour une quantité de 3.720.391,8 tonnes en 2013, soit un repli de 44,1% en valeur.

Cette régression est due à certains produits, dont les exportations ont baissé en valeur par rapport à 2013. Il s'agit : des « ciments portland autres que blancs » (-71,3%), du « coton, non cardé ni peigné : égrené » (-2,5%), du « ciment non pulvérisés dits "Clinkers", même colorés » (-91,2%), des « phosphates de calcium ou aluminocalciques naturels et craies » (-66,7%) et des « eaux y.c. les eaux minérales et gazéifiées sucrées ou aromatisées » (-67,7%).

Par rapport à 2013, les exportations en valeur à destination des pays comme le Bénin, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Ghana, la France et le Sénégal ont baissé respectivement de 29,6%, 59,2%, 29,6%, 55,1%, 65,4%, 77,8% et 55,6%.

En 2014, le « coton, non cardé ni peigné : égrené » est le premier produit d'exportation du Togo avec une valeur de 27,6 milliards de FCFA pour une quantité de 31.564,5 tonnes, soit une part relative de 9,6% de la valeur totale des exportations contre respectivement 28,4 milliards de FCFA, 33.607,2 tonnes et 5,5% un an plus tôt.

Les « sacs, sachets, pochettes, cornets en polyéthylène » sont le deuxième produit d'exportation du Togo avec 23,8 milliards de FCFA contre 19,2 milliards de FCFA en 2013.

L'« or non monétaire, y.c l'or platine, sous autres formes brutes » sont le troisième produit d'exportation avec 20,7 milliards de FCFA, soit une part relative de 7,2% contre respectivement 21,5 milliards de FCFA et 4,2% un an plus tôt.

Au titre de l'année 2014, le Bénin est le premier client mondial du Togo avec 41,8 milliards de FCFA pour une quantité de 66.224,3 tonnes, contre 59,3 milliards de FCFA pour une quantité de 284.183,1 tonnes en 2013.

Les exportations à destination de ce pays portent essentiellement sur les « sacs, sachets, pochettes, cornets en polyéthylène », les « boîtes, caisses, casiers et similaires en matières plastiques » et les « eaux y.c les eaux minérales et gazéifiées sucrées ou aromatisées ».

Le Bénin est suivi du Burkina Faso avec 38,4 milliards de FCFA pour une quantité de 80.937,7 tonnes contre respectivement 94,0 milliards de FCFA et 1.161.721,2 tonnes un an plus tôt. Le Niger est le troisième client du Togo avec 37,5 milliards de FCFA pour une quantité de 227.427,1 tonnes contre respectivement 53,3 milliards de FCFA et 380.986,1 tonnes.

Les exportations togolaises vers les Etats membres de l'UEMOA s'établissent à 144,9 milliards de FCFA en 2014 contre 234,1 milliards de FCFA en 2013 pour des quantités respectives de 409.472,8 tonnes et 1.870.238,1 tonnes.

Le Bénin, le Burkina Faso et le Niger sont respectivement premier, deuxième et troisième clients UEMOA du Togo. Les exportations vers ces trois pays représentent 81,2% des exportations en valeur du Togo vers l'Union.

Le Togo a exporté pour une valeur totale de 189,2 milliards de FCFA vers les Etats membres de la CEDEAO et pour une quantité de 504.830,1 tonnes contre respectivement 344,6 milliards de FCFA et 2.321.022,1 tonnes un an auparavant.

### **III.1.2. Importations**

Les importations c.a.f. du Togo au cours de l'année 2014 ont régressé de 11,1% en valeur par rapport à l'année 2013 et se chiffrent à 859,1 milliards de FCFA contre 966,1 milliards de FCFA un an plus tôt. Le poids des importations togolaises s'élève à 3.337.966,3 tonnes en 2014 contre 3.289.319,0 tonnes en 2013.

Cette régression s'explique par une diminution des importations en provenance des pays comme les Etats-Unis (-48,0%), le Pays-Bas (-42,8%), le Ghana (-33,5%), la Turquie (-9,5%), la Côte d'Ivoire (-20,5%) et la Chine (-1,8%).

Les « huiles lourdes à l'exclusion des huiles lubrifiantes : gas-oil » sont le premier produit d'importation avec 56,4 milliards de FCFA, en baisse de 11,9% par rapport à l'année 2013.

Le « super carburant » est le deuxième produit d'importation du Togo avec 44,8 milliards de FCFA pour 91.099,6 tonnes contre respectivement 70,1 milliards de FCFA et 135.837,3 tonnes en 2013.

Les « ciments non pulvérisés dits "clinkers", même colorés » sont le troisième produit d'importation avec 39,9 milliards de FCFA pour une quantité de 1.045.932,2 tonnes, soit une part relative de 4,6% contre respectivement 40,1 milliards de FCFA, 1.052.549,0 tonnes et 4,1% un an plus tôt.

Du côté des fournisseurs, la Chine est le premier fournisseur du Togo avec 152,0 milliards de FCFA pour une part relative de 17,7% de la valeur totale des importations contre respectivement 154,7 milliards de FCFA et 16,0% en 2013.

Les importations en provenance de ce partenaire portent essentiellement sur les « autres tissus de coton couleur, 85%, 200 g/m<sup>2</sup> ou moins », les « autres tubes et tuyaux en matières plastiques », les « autres carreaux... vernissés ou émaillés, en céramique » et les « sacs, sachets, pochettes, cornets en autres matières plastiques ».

La Chine est suivie de la France avec 79,5 milliards de FCFA pour une quantité de 101.911,2 tonnes, soit 9,3% de la valeur totale des importations contre respectivement 76,0 milliards de FCFA, 106.794,7 tonnes et 7,9% en 2013.

La Belgique est le troisième fournisseur du Togo avec 44,2 milliards de FCFA et 59.160,9 tonnes contre respectivement 39,0 milliards de FCFA et 72.540,2 tonnes un an plus tôt.

Les importations du Togo en provenance des Etats membres de l'UEMOA au cours de l'année 2014 sont de 39,9 milliards de FCFA, en diminution de 11,9% par rapport à l'année 2013. Cette régression s'explique par la baisse en valeur des importations togolaises en provenance de tous les Etats de l'Union à l'exception du Bénin et du Burkina Faso.

La Côte d'Ivoire et le Bénin sont respectivement premier et deuxième fournisseurs du Togo avec respectivement 20,1 milliards de FCFA et 6,8 milliards de FCFA contre respectivement 25,3 milliards de FCFA et 5,3 milliards de FCFA en 2013.

Les importations provenant de la Côte d'Ivoire ont porté principalement sur le « super carburant », les « cigarettes contenant du tabac », les « barres en fer, aciers non alliés avec reliefs de limage ou tords » et les « huiles moyennes : pétrole lampant ».

Les importations en provenance de la CEDEAO ont régressé de 23,0% en se fixant à 77,3 milliards de FCFA au cours de l'année 2014. Ce repli est imputable à une baisse des importations du Togo en provenance de tous les pays membres de la Communauté à l'exception du Bénin et du Burkina Faso.

Le Ghana est le premier fournisseur du Togo dans la Communauté pour une valeur de 31,1 milliards de FCFA contre 46,8 milliards de FCFA en 2013.

Les achats en provenance du Ghana ont porté essentiellement sur les « autres poissons entiers congelés (foies, œufs, laitances exclus) », les « autres huiles lubrifiantes destinées à être mélangées » et les « butanes liquéfiés ».

### **III.1.3. Balance commerciale**

Au titre de l'année 2014, le déficit commercial du Togo avec l'ensemble des pays partenaires s'établit à 570,8 milliards de FCFA contre 450,0 milliards de FCFA en 2013, soit une aggravation de 120,8 milliards de FCFA.

La balance excédentaire de 188,8 milliards de FCFA en 2013 avec les pays de l'UEMOA passe à 105,0 milliards de FCFA en 2014, soit une amélioration de 83,8 milliards de FCFA.

Comparativement à 2013, l'excédent commercial avec les pays de la CEDEAO s'est détérioré de 132,2 milliards de FCFA, pour s'établir à 111,9 milliards de FCFA en 2014.

## **III.2. Estimations de la balance des paiements 2014**

La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2014, un solde déficitaire de 77,0 milliards de FCFA résultant d'un déficit courant de 275,2 milliards de FCFA, d'un excédent du compte de capital de 156,0 milliards de FCFA et d'un passif net de 42,3 milliards de FCFA du compte financier.

### **III.2.1. Solde des transactions courantes et de capital**

Les transactions courantes et en capital ressortiraient déficitaires de 119,3 milliards de FCFA en 2014, après un déficit de 125,1 milliards de FCFA un an plus tôt.

#### **III.2.1.1. Compte des transactions courantes**

**Le déficit courant** s'améliorerait de 5,5 milliards de FCFA par rapport à l'année 2013, suite notamment aux hausses de 8,5 milliards de FCFA et de 4,1 milliards de FCFA respectivement des soldes excédentaires des revenus primaires et secondaires, atténuées par l'aggravation de 8,1 milliards de FCFA du déficit des biens.

La baisse de 8,1 milliards de FCFA de la balance des biens serait consécutive à l'effet de la hausse de 20,4 milliards de FCFA des importations plus accentuée que celle de 12,3 milliards de FCFA des exportations.

L'augmentation des exportations serait principalement favorisée par l'amélioration des exportations de divers produits des industries manufacturières, notamment celles de la zone franche industrielle.

L'augmentation des importations de biens serait due principalement à :

- la hausse de la facture pétrolière et celle des biens de consommation courante ;
- l'augmentation des importations de biens intermédiaires, en liaison, entre autres, avec les travaux de réhabilitation et de rénovation des infrastructures routières ainsi que l'évolution des activités des industries manufacturières ;
- la progression des achats de biens d'équipement dans le cadre, notamment des travaux de modernisation des équipements portuaires et aéroportuaires ainsi que de la poursuite de la mise en place des équipements de production

des industries extractives, en particulier dans les filières « clinker » et « marbre ».

La **balance des services** s'améliorerait de 1,0 milliard de FCFA en 2014 par rapport à 2013, en relation avec l'accroissement des voyages et des autres services, notamment dans les domaines des télécommunications, des bâtiments et travaux publics, etc.

L'**excédent du solde des revenus primaires** augmenterait de 8,5 milliards de FCFA en 2014 par rapport à 2013, en liaison notamment avec la hausse du revenu des investissements réalisés par les résidents.

Le **solde excédentaire des revenus secondaires** s'établirait à 133,7 milliards de FCFA en 2014, en amélioration de 4,1 milliards de FCFA par rapport au niveau de 2013, en liaison avec la hausse des envois de fonds des travailleurs migrants.

### **III.2.1.2. Compte de capital**

Le **solde du compte de capital** serait de 156,0 milliards de FCFA en 2014 contre 155,6 milliards de FCFA en 2013, soit une progression de 0,3 milliard de FCFA, en liaison avec l'accroissement de la mobilisation des dons.

### **III.2.2. Compte financier**

Le **solde du compte financier** s'établirait à -42,3 milliards de FCFA en 2014 contre -164,2 milliards de FCFA en 2013, traduisant une réduction du passif de 122,0 milliards de FCFA.

## **Balance des paiements** (en milliards de FCFA)

<b>LIBELLES</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>
<b>COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>-150,2</b>	<b>-280,7</b>	<b>-275,2</b>
<b>BALANCE DES BIENS</b>	<b>-284,9</b>	<b>-430,0</b>	<b>-438,1</b>
Exportations de biens (fob)	660,3	751,9	764,2
Importations de biens (fob)	-945,1	-1 182,0	-1 202,3
<b>BALANCE DES SERVICES</b>	<b>8,0</b>	<b>7,2</b>	<b>8,2</b>
<b>REVENU PRIMAIRE</b>	<b>3,1</b>	<b>12,5</b>	<b>21,0</b>
<b>REVENU SECONDAIRE</b>	<b>123,6</b>	<b>129,6</b>	<b>133,7</b>
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>146,2</b>	<b>155,6</b>	<b>156,0</b>
<b>SOLDE DES TRANSACTIONS COURANTES ET DE CAPITAL</b>	<b>-4,0</b>	<b>-125,1</b>	<b>-119,3</b>
<b>COMPTE FINANCIER</b>	<b>16,2</b>	<b>-164,2</b>	<b>-42,3</b>
<b>SOLDE GLOBAL</b>	<b>-17,3</b>	<b>41,6</b>	<b>-77,0</b>

*Source : BCEAO*

## **IV. SECTEUR MONÉTAIRE**

La situation monétaire à fin décembre 2014 comparée à celle de fin décembre 2013 est marquée par une dégradation de 77,0 milliards de FCFA de la position extérieure nette et un renforcement de 110,7 milliards de FCFA du crédit intérieur. En contrepartie, la masse monétaire a progressé de 97,9 milliards de FCFA.

### **IV.1. Avoirs extérieurs nets**

Les avoirs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires, à fin décembre 2014, sont ressortis à 238,3 milliards de FCFA contre 315,4 milliards de FCFA à fin décembre 2013, soit une baisse de 24,4%. Ce recul est attribuable aux positions extérieures nettes de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et des banques de dépôts qui ont régressé respectivement de 64,1 milliards de FCFA et de 12,9 milliards de FCFA.

Le repli de 65,2% des AEN de la Banque centrale résulte de la progression des engagements extérieurs de 102,2 milliards de FCFA, notamment les engagements de la BCEAO vis-à-vis des institutions financières sous-régionales et internationales<sup>2</sup>, que n'a pu compenser la hausse de 38,0 milliards de FCFA des avoirs extérieurs bruts, principalement la position créditrice en disponibilité extérieure (+30,0 milliards de FCFA).

<sup>2</sup> Il s'agit des dépôts de ces institutions financières dans les livres de la Banque centrale.

La baisse de 5,9% de la position extérieure nette des banques de dépôts résulte de la hausse des avoirs extérieurs bruts (+19,6 milliards de FCFA) moins importante que celle des engagements extérieurs (+32,5 milliards de FCFA).

## **IV.2. Crédit intérieur**

A fin décembre 2014, l'encours du crédit intérieur est estimé à 887,0 milliards de FCFA, en hausse de 14,3% par rapport à fin décembre 2013. Cette hausse est induite par la progression de 79,3 milliards de FCFA des concours au secteur privé et de la détérioration de la Position nette du gouvernement (PNG) de 31,5 milliards de FCFA.

### **IV.2.1. Position nette du gouvernement**

En passant de 92,9 milliards de FCFA à fin décembre 2013 à 124,4 milliards de FCFA à la fin de l'année 2014, la PNG s'est dégradée de 33,9%. Cette aggravation est principalement imputable à la hausse de 77,0 milliards de FCFA des concours des banques (souscriptions aux titres émis par le Trésor public sur le marché financier régional et les divers autres concours) à l'Etat et à la diminution de 12,7 milliards de FCFA des dépôts publics à la Banque centrale. Toutefois, l'évolution de la PNG a été atténuée par l'accroissement de 47,1 milliards de FCFA des dépôts publics dans les banques et des amortissements de 5,8 milliards de FCFA au titre des concours du FMI et de 5,5 milliards de FCFA au titre des concours adossés aux allocations de DTS.

### **IV.2.2. Crédits à l'économie**

Comparés à leur niveau de fin décembre 2013, les crédits à l'économie ont progressé de 11,6% et se chiffrent à 762,6 milliards de FCFA à fin décembre 2014. Cette hausse résulte de l'augmentation de 5,6% des crédits à court terme et de 18,7% des crédits à long et moyen terme qui se fixent respectivement à 390,5 milliards de FCFA et 372,1 milliards de FCFA.

Les crédits ordinaires se sont consolidés de 81,6 milliards de FCFA, en passant de 680,9 milliards de FCFA à fin décembre 2013 à 762,5 milliards de FCFA un an plus tard. Cette hausse a bénéficié principalement aux entreprises intervenant dans les branches d'activités « bâtiments et travaux publics » (+65,0%), « services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels » (+37,4%) et « commerce de gros et de détail, restaurants, hôtels » (+8,1%).

Les crédits de campagne se chiffrent à 0,1 milliard de FCFA contre 2,4 milliards de FCFA à fin décembre 2013.

## **IV.3. Masse monétaire**

Comparée à fin décembre 2013, la masse monétaire a enregistré une expansion de 9,8% et s'établit à 1096,9 milliards de FCFA au terme de 2014. Cette hausse se traduit par l'accroissement des dépôts en banques et en CCP.

En effet, les dépôts en banques ont progressé de 13,8% et s'élèvent à 936,5 milliards de FCFA. Cet accroissement provient des dépôts des particuliers et entreprises privées et des dépôts des organismes publics qui augmentent respectivement de 14,0% et 12,1% par rapport à fin décembre 2013.

Les dépôts en CCP se sont accrus de 2,5% en passant de 14,3 milliards de FCFA à fin décembre 2013 à 14,6 milliards de FCFA un an plus tard.

Sur la période sous revue, la circulation fiduciaire (billets et pièces hors banques) est en recul de 9,7% et s'établit à 145,8 milliards de FCFA.

## **V. DETTE PUBLIQUE**

L'encours de la dette publique totale (intérieure et extérieure) est passé de 914,1 milliards de FCFA à fin décembre 2013 à 1.037,8 milliards de FCFA à fin décembre 2014 enregistrant une hausse de 123,7 milliards de FCFA, soit une augmentation de 13,5%.

### **V.1. Dette extérieure**

A fin décembre 2014, l'encours de la dette extérieure totale se chiffre à 470,5 milliards de FCFA représentant 45,3% du portefeuille de la dette totale. L'encours de la dette extérieure totale a progressé de 113,1 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2013, soit une augmentation de 31,6%. Cette augmentation s'explique par l'effet combiné des paiements, des tirages et des fluctuations des principales devises de libellé des prêts.

**L'encours de la dette multilatérale** se chiffre à 243,1 milliards de FCFA à fin décembre 2014 contre 209,0 milliards de FCFA au 31 décembre 2013, soit une progression de 16,3%. Cette augmentation s'explique notamment par les tirages effectués sur les emprunts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), de l'International Development Association (IDA) et du Fonds Africain de Développement (FAD).

Il n'y a eu ni arriéré de paiements du principal, ni arriéré de paiements des intérêts au cours du quatrième trimestre 2014 tout comme au quatrième trimestre 2013.

Pour les opérations en cours, les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du quatrième trimestre 2014 se chiffrent respectivement à 10,8 milliards de FCFA et 5,8 milliards de FCFA contre respectivement 3,5 milliards de FCFA et 3,3 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2013.

Les engagements et les tirages s'élèvent respectivement à 105,1 milliards de FCFA et 38,1 milliards de FCFA au cours de la période contre respectivement 10,4 milliards de FCFA et 36,2 milliards de FCFA à la même période de 2013.

**L'encours de la dette bilatérale** a régressé de 6,6% par rapport à fin décembre 2013 et se chiffre à 26,7 milliards de FCFA, soit une diminution de 1,9 milliard de FCFA due essentiellement aux paiements effectués au cours de la période sous revue.

Il n'y a eu ni arriéré de paiements du principal, ni arriéré de paiements des intérêts au cours de la période tout comme un an plus tôt.

Au cours de la période sous revue, il n'y a eu ni rééchelonnement, ni annulation de dettes tout comme au quatrième trimestre 2013. Les engagements et les tirages se sont chiffrés à 14,5 milliards de FCFA et 0,2 milliard de FCFA contre respectivement 11,9 milliards de FCFA et 1,6 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2013. Les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du quatrième trimestre 2014 se chiffrent respectivement à 4,2 milliards de FCFA et 0,7 milliard de FCFA contre respectivement 7,9 milliards de FCFA et 1,2 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2013.

**L'encours de la dette éligible au Club de Paris** est de 3,9 milliards de FCFA contre 6,6 milliards de FCFA à fin décembre 2013, en baisse de 40,9%. Cette baisse résulte essentiellement des paiements effectués envers la Belgique (ONDD) et la France (COFACE) au cours de la gestion.

Le montant total des arriérés de paiements à fin décembre 2014 est nul tout comme un an plus tôt.

**L'encours de la dette due aux créanciers du Club de Londres** est de 200,7 milliards de FCFA contre 119,8 milliards de FCFA à fin décembre 2013, soit une hausse de 67,5%. Cette augmentation s'explique par les décaissements effectués par EXIMBANK Chine et EXIMBANK Inde dans le cadre de la construction des infrastructures routières, électriques et aéroportuaires d'une part, et la prise en compte de la créance de Gaz de France et Suez (GDF-SUEZ) d'autre part.

## **V.2. Dette intérieure**

L'encours de la dette intérieure, à fin décembre 2014, s'élève à 567,3 milliards de FCFA contre 556,7 milliards de FCFA à fin décembre 2013, soit une hausse de 1,9% due à l'effet combiné des remboursements des arriérés de la dette sociale et du passif de l'Etat (FER, OTP, IFG, et SOTOCO), du paiement des allocations DTS et du remboursement et émission des emprunts obligataires.

Les montants acquittés au titre du principal et des intérêts se chiffrent respectivement à 55,5 milliards de FCFA et 14,6 milliards de FCFA.

L'encours de la dette intérieure à fin décembre 2014 comparé à la situation de fin décembre 2013 se présente comme suit :

- Dette commerciale : 21,9 milliards de FCFA contre 35,3 milliards de FCFA ;
- Dette financière : 91,5 milliards de FCFA contre 109,9 milliards de FCFA ;

- Dette sociale : 62,2 milliards de FCFA contre 80,8 milliards de FCFA ;
- Engagements et risques : 23,1 milliards de FCFA, inchangés ;
- Passif de l'Etat (liquidation des entreprises d'Etat) : 51,9 milliards de FCFA contre 52,6 milliards de FCFA ;
- Dette conventionnelle (emprunts obligataires, allocations DTS et titrisation créances douteuses des banques) : 316,7 milliards de FCFA contre 255,0 milliards de FCFA.

## **VI. ANALYSE DES CRITERES DU PACTE DE CONVERGENCE, DE STABILITE, DE CROISSANCE ET DE SOLIDARITE**

Le pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA comporte cinq (05) critères<sup>3</sup> répartis en critères de premier rang et en critères de deuxième rang.

### Les critères de premier rang

- Ratio du solde budgétaire dons compris rapporté au PIB nominal (critère-clé) : il devrait être supérieur ou égal à -3%.
- Taux d'inflation annuel moyen : il devrait être maintenu à 3% au maximum par an.
- Ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal: il ne devrait pas excéder 70%.

Le respect des critères de premier rang permet de passer à la phase de stabilité.

### Les critères de deuxième rang

- Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales : il ne devrait pas excéder 35%.
- Taux de pression fiscale : il devrait être supérieur ou égal à 20%.

---

<sup>3</sup> Conformément à l'Acte Additionnel n° 01/2015/CCEG/UEMOA instituant un Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les Etats membres de l'UEMOA.

## **VI.1. Critères de premier rang**

### **VI.1.1. Solde budgétaire dons compris rapporté au PIB**

Le solde budgétaire dons compris rapporté au PIB est de -3,3% en 2014 contre -4,5% en 2013. Cette amélioration du solde résulte de l'effet combiné de la hausse des recettes totales dont le ratio au PIB est passé de 21,8% en 2013 à 22,3% en 2014 et de la baisse des dépenses courantes rapportées au PIB. Ces dernières s'établissent à 18,5% contre 21,1% en 2013. Toutefois, cette performance reste insuffisante eu égard à l'objectif de 3,0% du déficit autorisé au sein de l'UEMOA.

### **VI.1.2. Taux d'inflation moyen**

Le taux d'inflation en 2014 est de 0,2% contre 1,8% en 2013. Cette augmentation est essentiellement due à la progression des prix observée au niveau des fonctions « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles », « Transports » et « Restaurants et hôtels » respectivement de 2,8%, 4,3% et 2,6%.

### **VI.1.3. Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal**

Le taux d'endettement est de 45,9% en 2014 contre 44,3% en 2013. Cette évolution s'explique aussi bien par la hausse de la dette extérieure que par celle de la dette intérieure. L'encours de la dette extérieure totale représente 45,3% du portefeuille de la dette totale. Sa part dans le PIB est de 20,8% en 2014 contre 17,3% en 2013. Le ratio de la dette intérieure rapporté au PIB nominal est passé de 27,1% en 2013 à 25,1% en 2014.

## **VI.2. Critères de deuxième rang**

### **VI.2.1. Masse salariale sur recettes fiscales**

Le ratio passe de 32,4% en 2013 à 31,3% en 2014. Cette performance s'explique par la hausse plus importante des recettes fiscales malgré les mesures prises par le gouvernement en faveur des travailleurs (intégration d'agents contractuels et mesures d'atténuation de la hausse du coût de la vie).

### **VI.2.2. Taux de pression fiscale**

Le taux de pression fiscale s'établit à 20,3% en 2014 contre 19,5% en 2013. Cette situation s'explique par la forte progression des recettes fiscales en 2014, soit 13,6% par rapport à une hausse modérée du PIB nominal due à la baisse des prix de produits vivriers et du phosphate.

Au total, le Togo a respecté deux critères de premier rang en 2014 : le critère de taux d'inflation, le critère de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB. Le critère clé, "Solde budgétaire dons compris rapporté au PIB" n'a pas été respecté en raison notamment de l'augmentation des dépenses de base plus forte que celle des recettes.

### **Critères de convergence**

<b>Critères</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
<b>Critères de premier rang</b>						
Solde budgétaire dons compris / PIB	-5,8	-4,5	-3,3	-3,6	-3,0	-5,8
Taux d'inflation annuel moyen	2,6	1,8	3,0	1,5	1,5	2,6
Encours dette intérieure et extérieure / PIB	45,6	44,3	45,9	34,7	34,0	45,6
<b>Critères de second rang</b>						
Masse salariale / recettes fiscales	36,7	32,4	31,3	33,9	31,7	29,0
Taux de pression fiscale	16,5	19,5	20,3	19,8	20,5	21,8

*Source : Direction de l'économie*

## **CONCLUSION**

La croissance mondiale reste modérée, avec des perspectives inégales dans les principaux pays et régions. Selon les dernières estimations du FMI, elle devrait s'établir à 3,5% en 2015 contre 3,4% en 2013. Les perspectives des pays avancés s'améliorent, tandis que la croissance dans les pays émergents et les pays en développement devrait être plus faible, principalement à cause d'une dégradation des perspectives de quelques grands pays émergents et des pays exportateurs de pétrole.

En Afrique subsaharienne, les prévisions tablent sur une croissance de l'ordre de 4,5% en 2015, après 5,0% en 2014 en liaison avec la baisse des prix des produits de base et les conséquences de l'épidémie Ebola dans les pays touchés.

Au plan national, l'activité économique est bien orientée dans tous les secteurs, sauf au niveau des échanges extérieurs. Les dernières estimations du Comité PIB fixent le taux de croissance du PIB à 5,9% en 2014. Cette croissance reste insuffisante, notamment pour générer les nombreux emplois attendus pour réduire le chômage des jeunes.